

«C'est ainsi que naissent les conflits»

Crise migratoire De hauts responsables allemands mettent en garde contre la montée des nationalismes en réaction à l'afflux de réfugiés. Ils déplorent le manque de solidarité de l'Europe de l'Est, qui fait naître des lignes de fracture au sein de l'Union.

Par
JEAN QUATREMER
Correspondant à Bruxelles

L'Allemagne est de plus en plus inquiète de la partie de ping-pong à laquelle se livrent les pays européens depuis le début de la crise des réfugiés. «Les clôtures n'ont pas empêché un seul réfugié de venir en Europe», constate-t-on à Berlin. «Cette approche nationaliste revient en réalité à repousser le fardeau sur d'autres. C'est ainsi que naissent les conflits», met solennellement en garde un haut responsable allemand. Les dirigeants de 13 pays du continent européen, réunis dimanche à Bruxelles, se sont d'ailleurs fait l'écho des inquiétudes germaniques dans leur communiqué final: «Des actions unilatérales pourraient déclencher des réactions en chaîne.» Le Premier ministre slovène, Miro Cerar, lui, n'a pas hésité à sonner le tocsin à l'occasion de ce mini-sommet: «Si nous ne

prenons pas des actions immédiates et concrètes [...], je pense que l'Union européenne tout entière va commencer à s'effondrer.»

Discours de haine

La construction d'un mur aux frontières serbo-hongroise et croato-hongroise n'a fait que déplacer le flux des réfugiés venant de Turquie via la Grèce et la Macédoine vers la Croatie (11 500 arrivées rien que dans la journée de samedi) et la Slovénie (86 000 personnes en dix jours dans un pays de 2 millions d'habitants), deux États de l'Union qui menacent à leur tour d'ériger une barrière pour se protéger... Mardi, le ministre-président de Bavière, Horst Seehofer (CSU, droite), a accusé l'Autriche de déposer à la frontière allemande des milliers de réfu-

giés sans le prévenir, ce qu'a confirmé Thomas de Maizière, le ministre allemand de l'Intérieur: «Le comportement de l'Autriche ces derniers jours n'est pas correct.» Même si la police autrichienne a qualifié ces accusations de «blague», Vienne a annoncé mercredi l'édification prochaine d'une barrière à sa frontière avec la Slovénie, le nouveau pays de transit des réfugiés. Un précédent, puisque les deux pays sont membres de Schengen, espace sans frontière intérieure...

Pis: certains citoyens européens, en Allemagne et ailleurs, se laissent aller à des discours de haine et à des actions violentes à l'égard des réfugiés: «Il y a une radicalisation du langage tant sur Internet que lors de manifestations de rue, s'inquiète-t-on à Berlin. Il y a de la haine et cela fait le lit d'actes violents qui n'ont rien de spontané», pour le plus grand bénéfice des partis populistes europhobes. La crise des réfugiés fait apparaître d'inquiétantes fissures au sein de l'Europe communautaire, menaçant son projet de paix permanente.

Le gouvernement allemand juge qu'il n'a rien à se reprocher dans cette crise, bien au contraire. Pour lui, l'ouverture de ses frontières n'est pas la cause de l'afflux des réfugiés, comme vient de l'en accuser la ministre autrichienne de l'Intérieur, Johanna Mikl-Leitner, en affirmant que «ces gens vont en Allemagne parce qu'ils s'y sentent invités». «Cette décision prise en Conseil des ministres était destinée à éviter une catastrophe humanitaire, se défend-on à Berlin. Il ne faut pas oublier les images de la gare de Budapest: les migrants étaient en route de toute façon. De plus, la Cour de justice de l'UE, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour constitutionnelle fédérale allemande interdisent de renvoyer des demandeurs d'asile vers le pays de première entrée – comme le prévoit le règlement de Dublin – si leur demande ne peut pas y être traitée de fa-

çon équitable. On n'avait donc pas le choix vu ce qui se passe en Grèce.» Une décision «exceptionnelle, même si le risque existe qu'elle ne reste pas une exception».

L'Allemagne estime même que son attitude va permettre à l'Union européenne de peser dans la résolution des conflits qui sont à la source de la crise humanitaire: «Les images de la gare de Budapest ou de Calais ne servent pas la réputation de l'Union dans le monde alors que l'ouverture des frontières allemandes, si.» Même si le gouvernement a conscience que le défi est immense: 500 000 personnes par an pourraient obtenir le droit de résider dans le pays, ce qui aura un coût politique, comme le montre la baisse de popularité de la chancelière Angela Merkel, mais aussi matériel. Au ministère des Finances, on estime que la charge pour le budget fédéral représentera 10 milliards d'euros, soit 0,5% du PIB.

«Pas de bouton magique»

Ce constat posé, comment résoudre cette crise? «Il n'existe pas de bouton magique. Il faudra décider d'un ensemble de mesures nationales et internationales», prévient-on à Berlin. Au niveau européen, l'Allemagne plaide pour la création d'un corps européen de gardes-frontières, une harmonisation du droit d'asile et des droits reconnus pour les demandeurs d'asile. Autant de propositions de la Commission qu'elle avait jusqu'ici refusées. Elle souhaite aussi la création de «zones de transit» aux frontières terrestres, comme il en existe dans les aéroports, afin de faire le tri entre ceux qui ont une chance d'obtenir le statut de réfugié et les autres. «C'est prévu dans la directive de 2013 sur les procédures d'asile. Mais au lieu des quatre semaines de délai prévu, nous proposons de limiter la rétention à quatre jours», explique-t-on à Berlin.

Wolfgang Schäuble, le grand argentier allemand, demande même une augmentation du budget européen via la création d'une nouvelle ressource. Si le gouvernement français s'est égaré, la Commission et le Parlement européen ont applaudi des deux mains: «L'Union ne dispose pas des fonds nécessaires pour répondre à une crise migratoire sans précédent», a rappelé mercredi Jean Arthuis, le président de la commission du budget de l'Europarlament, que ce soit pour la création d'un corps de gardes-frontières, le financement des camps de réfugiés dans les pays tiers (3 milliards promis à la Turquie), l'aide au développement, etc.

Pour l'Allemagne, il est clair que «l'Europe n'est pas la cause des problèmes, mais une partie de la solution. Aucun pays du continent ne pourra régler seul la crise des réfugiés». La chancelière allemande, elle-même issue de l'ex-RDA, est particulièrement choquée par la réaction des pays d'Europe de l'Est qui se montrent peu solidaires: ce sont eux qui sont le plus opposés à un mécanisme permanent de relocalisation destiné à se répartir la charge des demandeurs d'asile. «Pour une raison que je ne comprends pas, les pays d'Europe centrale et orientale se sentent traités de manière injuste. Je veux comprendre pourquoi ils ont cette réaction vis-à-vis des réfugiés», s'est ainsi désolée Angela Merkel à l'issue du sommet européen du 15 octobre.

La solidarité ne peut pas être «à sens unique», grince-t-on à Berlin; ainsi, la Pologne va recevoir du budget européen, sur la période 2014-2020, 110 milliards d'euros (aides régionales et politique agricole commune), soit 4% de son PIB chaque année. La Hongrie, 34 milliards; la Slovaquie, 18,5 milliards; la République tchèque, 30,5 milliards. On rappelle également que ce sont ces pays qui sont le plus inquiets de la politique agressive de



Migrants patientent devant le centre d'enregistrement des demandeurs d'asile, à Berlin, le 8 octobre. PHOTO S. GALLUP GITTY IMAGES

●●● Vladimir Poutine, le dirigeant russe, et les plus demandeurs d'une protection européenne: «Ils devraient comprendre que la crise des réfugiés oblige les Européens à se concentrer sur ce problème, ce qui fait le jeu de Poutine...»

«Aux racines»

La Turquie tient un rôle central dans la stratégie d'ensemble que Berlin souhaite voir mise en place par l'Union: «On ne résoudra pas le problème des réfugiés à la frontière de la Croatie et de la Serbie. Si on ne veut pas construire des clôtures partout, il faut s'attaquer aux racines du problème et la Turquie est plus proche du problème que nous.» Actuellement, il y a entre 2,3 et 2,5 millions de réfugiés syriens et irakiens dans ce pays et c'est de là que partent une bonne partie de ceux qui arrivent en Europe: «La frontière entre la Grèce et la Turquie est actuellement contrôlée par les trafiquants.» Il n'y a donc, aux yeux des Allemands, pas d'autre choix que de s'appuyer sur ce pays, «le plus démocratique de la région et membre de l'Otan». D'où la volonté allemande de l'aider financièrement, mais aussi de relancer le processus d'adhésion à l'Union européenne afin de le stabiliser, processus qu'elle bloquait jusqu'à présent. «Une Turquie déstabilisée serait un cauchemar pour nous. Or elle se sent actuellement isolée, entourée de pays hostiles», insiste un responsable allemand. Angela Merkel, qui s'est rendue à Ankara le 18 octobre, espère que la Turquie tarira à sa source l'afflux de réfugiés. ◀

UNE URGENCE QUOTIDIENNE

■ **Au moins cinq migrants sont morts mercredi** dans quatre naufrages distincts entre la Turquie et la Grèce. Plus de 1 000 migrants ont été secourus le même jour au large de la Libye.

■ **705 200 réfugiés sont arrivés en Europe depuis janvier** via la Méditerranée, selon le HCR. 562 355 personnes ont rejoint la Grèce (dont 64 % de Syriens) et 140 000 l'Italie.

■ **«La situation va encore se détériorer», selon le président du Conseil européen, Donald Tusk.** Il évoque «la nouvelle vague de réfugiés venant d'Alep et des régions des bombardements russes en Syrie», qui ont forcé «plus de 100 000» personnes à fuir. Tusk craint «un séisme dans le paysage politique européen».

■ **L'Autriche a annoncé son intention de bâtir une clôture avec la Slovénie.** Pour contrôler les entrées, pas fermer la frontière. Mais ce serait une première dans l'espace Schengen.

■ **3 000 à 5 000 personnes ont manifesté dans différentes villes tchèques** mercredi contre l'accueil de migrants.

■ **Il faut «changer» le système de Dublin, qui «ne fonctionne plus»,** pour le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Ce système oblige le pays d'entrée des réfugiés à traiter leur demande d'asile.

■ **Le roi des Pays-Bas et des responsables politiques ont appelé au calme** mercredi le débat sur l'accueil de réfugiés provoque des tensions.

■ **«Chaque jour, 11 000 réfugiés passent de la Slovénie à l'Autriche»,** a indiqué mercredi David Furtner, un porte-parole de la police autrichienne. «Avec un but, pour la plupart d'entre eux: l'Allemagne. Cela met le sud de l'Autriche sous pression, il faut très vite répartir ces migrants.»